



**Contre la destruction de la fonction publique,
prenons ensemble la défense du service public de la Justice,
menacé par l'arrivée de réformes sans moyens suffisants**

Réuni en AG le 04/06/19 la CGT insertion probation de la DI de Dijon dénonce encore une fois les attaques successives contre la fonction publique dans son ensemble et contre le service public de la Justice garant des droits et libertés des citoyens en particulier.

Les réformes annoncées sont une menace lourde et ce projet de loi met à mal le service public :

- Par un recours renforcé et massif aux agents non titulaires avec désormais la possibilité de ruptures conventionnelles,
- Par un affaiblissement des organismes consultatifs (avec le démantèlement des CHSCT et des CAP),
- Par une individualisation (potentiellement arbitraire) des rémunérations des agents publics,
- Par une suppression de jours de congés annoncée,
- Et par la fragilisation du service public, par le transfert de compétences au profit du privé.

Ne cherchez pas, vous ne trouverez rien sur l'augmentation ou le simple rattrapage du point d'indice, ou encore sur une éventuelle augmentation en moyens humains (et ce malgré le poids des nouveaux chantiers engagés : LPJ, ou délégués de TIG au mépris de nos missions statutaires).

Aucune perspective d'amélioration n'est en vue. Il ne s'agit pas d'une réforme afin de moderniser le service public comme on nous le laisse entendre mais de la casse de ce dernier et l'abandon à l'ultra-capitalisme libéral, au détriment de l'intérêt général et de l'idée même de service public au nom des pseudo-théories de la nouvelle organisation de travail, en réalité plus destructrices les unes que les autres, et au prétexte d'une dette publique à combler.

Ces politiques sont "en marche" forcée, à l'encontre des attentes citoyennes de retrouver son service public (re)déployé sur l'intégralité du territoire national !

PAR CETTE RÉFORME, LE GOUVERNEMENT S'ATTAQUE À L'UN DES DERNIERS BASTIONS QUI ÉCHAPPE À LA LOGIQUE ÉCONOMIQUE AINSI QU'A SES PROPRES AGENTS QUI, MEPRISES, CROIENT, EUX, EN LEURS MISSIONS D'INTERÊT GÉNÉRAL.

**CONTRE CETTE RÉFORME HAUTEMENT POLITIQUE,
mais POUR LA DÉFENSE D'UN SERVICE PUBLIC DIGNE DE CE NOM,
REAGISSONS !**

La CGT SPIP – DI de Dijon